



LA RECTRICE PAR INTERIM DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

VU le code général de la fonction publique,
VU le décret n° 80-627 du 4 août 1980 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive.

ARRETE

Article 1^{er} : Les professeurs d'éducation physique et sportive classe exceptionnelle, dont les noms suivent, bénéficient d'une inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle au titre de l'année 2022 et sont nommés à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle au 1^{er} septembre 2022 :

Nom	Prénom
AUBRY	Catherine
BERINGUE	Jean-François
CHAINÉY	Christophe
HAMZA	Nordin
HEISSAT ATAMANIUK	Catherine
JOSSERON	Yves
TALABAS	Sylvie

	TOTAL	Hommes	Femmes	Part des femmes
Promouvables	27	19	8	30 %
Promus	7	4	3	43 %


Contingent : 7

Article 2 : Le présent arrêté est publié sur le site de l'académie de Nancy-Metz.

Article 3 : La secrétaire générale d'académie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy le 13 juillet 2022

Pour la rectrice par intérim,
Par délégation
Le secrétaire général adjoint d'académie
Directeur des ressources humaines



Laurent SEYER

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;

ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger